

POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

Déclaration du bureau national du POI (18 mars 2017)

« Tous les regards sont tournés vers la France »

Un vaste soupir de soulagement s'est répandu dans toutes les capitales européennes après les élections aux Pays-Bas, le 15 mars. En réalité : le parti d'extrême droite « populiste » gagne 5 sièges et arrive en deuxième position.

Le Parti libéral, arrivé en première position, a perdu 8 députés (sur 41) et le Parti travailliste (l'équivalent du PS) s'effondre, passant de 38 à 9 sièges. Le paysage politique néerlandais a explosé, et la formation d'un gouvernement pourrait prendre des mois.

Qu'un tel résultat soit qualifié, en France, de « bonne nouvelle » et de « chemin pour l'avenir » par des responsables politiques de tous bords en dit long sur la crise de désagrégation qui ravage le régime de la V^e République, l'Union européenne et tous les gouvernements en Europe qui s'appêtent à fêter le soixantième anniversaire du traité de Rome de 1957.

Un monde est en train de sombrer. Au final, incapable de fournir aux gouvernements le cadre durable leur permettant de défaire le rejet persistant de leurs politiques par les travailleurs, l'Union européenne se désintègre, des forces diverses et contradictoires se déchaînent à la suite du « Brexit », attisées par la crise de « l'ordre mondial » illustrée par l'élection de Trump aux États-Unis.

Tous les regards sont maintenant tournés vers la France. Nul ne sait, à un mois du premier tour de la présidentielle, ce qui en sortira. Les deux partis qui se sont succédé au pouvoir depuis cinquante ans, garantissant la pérennité des institutions antidémocratiques héritées du coup de force de De Gaulle en 1958, frappés par le rejet, ne sont pas assurés de figurer au second tour. Le petit jeu des alternances s'enraye brutalement.

Les cinq mois de lutte de classe intense, l'an passé, pour le retrait puis l'abrogation de la loi El Khomri ont littéralement fait exploser le parti présidentiel dont le gouvernement a utilisé tous les artifices de la V^e République – trois fois l'article 49.3, la prolongation de l'état d'urgence – pour faire passer son projet et rester en place, bien que minoritaire. Ce n'est pas la menace Le Pen qui glace d'effroi tous les commentateurs autorisés, c'est le précipice qui se creuse entre l'immense majorité de la population de ce pays et les partis censés la représenter. Ils savent ce qui mûrit dans les profondeurs de la classe ouvrière. Ils l'ont mesuré durant toute la mobilisation contre la loi El Khomri.

Aujourd'hui, certaines fractions du patronat misent sur Fillon, d'autres sur Macron. Hamon, quant à lui, a de plus en plus de mal à masquer qu'il s'inscrit dans la politique néfaste de Hollande, Najat Vallaud-Belkacem, Marisol Touraine et autres du même acabit, tous partisans d'une « candidature unique de la gauche » dont on comprend parfaitement l'objectif.

Aucun n'est en mesure, à ce jour, de s'appuyer sur une future majorité parlementaire. Seule certitude : le futur exécutif, quel qu'il soit, tous ceux qui s'appuient de près ou de loin sur l'Union européenne au service des patrons, devront dans une situation d'instabilité générale mettre en œuvre avec la plus grande brutalité le programme du capital financier, prêt à toutes les combinaisons pour faire passer ses exigences. Ce qui implique d'aller toujours plus loin dans l'affrontement avec les travailleurs qui n'acceptent pas, donc tous les risques d'une explosion sociale sans précédent.

« Les Néerlandais résistent. En avril et en mai, les Français refuseront de se livrer à Marine Le Pen », a cru bon de déclarer le responsable du groupe PS à l'Assemblée nationale, reprenant un discours qui se répand de toutes parts et qui ne peut que préparer une campagne pour le vote Macron au second tour, dont tout le monde connaît le programme anti-ouvrier. Chacun en tirera ses propres conclusions.

Dans cette situation, la seule voie de salut, le seul facteur d'ordre, le seul terrain où les travailleurs peuvent dégager leur propre issue politique indépendante, c'est celui de la lutte de classe, permettant de rassembler toutes les forces de la population laborieuse aux côtés de la classe ouvrière. C'est le combat pour leurs revendications, pour la défense des conquêtes sociales et démocratiques, comme l'ont dernièrement signifié, le 7 mars, des dizaines de milliers de manifestants à Paris, organisés et structurés avec notamment les fédérations CGT, FO et SUD de la santé pour l'abrogation de la loi Touraine, rejointes par d'autres organisations de fonctionnaires et des services publics, dans un avertissement à ce gouvernement et à celui qui suivra.

Le Parti ouvrier indépendant invite travailleurs et jeunes à prendre connaissance, dans le prochain numéro du journal *Informations ouvrières*, des débats et des décisions de la conférence qui, le 25 mars prochain, réunira des militants de toutes tendances, délégués des comités de liaison et d'échanges constitués dans tout le pays à l'appel des centaines de militants réunis le 4 juin 2016.

Le POI invite également à soutenir et à souscrire financièrement à l'appel de responsables du mouvement ouvrier de quarante-trois pays pour la tenue, en octobre prochain, à Alger, de la IX^e Conférence mondiale ouverte contre la guerre et l'exploitation. Car en France, en Europe, comme dans le monde entier, plus que jamais « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».